

**Art. 2.** Le Ministre flamand chargé de l'Environnement et de la Politique des Eaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,  
J. SCHAUVLIEGE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201247]

**6 FEVRIER 2014. — Décret modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un Fonds régional pour les Investissements communaux (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles L3341-1 à L3341-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont abrogés.

**Art. 2.** Il est inséré, après le « Titre IV. — Subventions à certains investissements d'intérêt public » et avant le « Chapitre I<sup>er</sup> - Dispositions communes », un article L3341-0 rédigé comme suit :

« Art. L3341-0. Le présent titre ne s'applique pas à la région de langue allemande. ».

**Art. 3.** Dans la Troisième partie, Livre III, Titre IV du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est inséré un chapitre 1<sup>er</sup> intitulé « Dispositions communes ».

**Art. 4.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> inséré par l'article 3, il est inséré un article L3341-1 rédigé comme suit :

« Art. L3341-1 Les subventions visées par le présent titre sont réservées aux acquisitions et aux travaux, en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle, énumérés ci-après :

1° a) la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion;

b) la création et l'aménagement des parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe et est approuvé.

Lorsque la commune dispose d'un plan communal de mobilité approuvé, l'avant-projet motive les éventuels écarts par rapport à ce plan;

2° la construction, la réfection et le renouvellement d'aqueducs et d'égouts, ces derniers étant inscrits en zone d'assainissement collectif au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique;

3° l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public;

4° la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords :

a) de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux;

b) de bâtiments destinés aux locaux administratifs de centres publics d'action sociale;

c) de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque;

d) de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public;

e) de bâtiments communaux affectés à l'exercice des activités liées à la vie locale, et plus particulièrement de maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales;

f) de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques des demandeurs visés à l'article L3342-3, 6°, du Code;

5° l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales visées par le présent titre;

6° tous autres travaux déterminés par le Gouvernement. ».

**Art. 5.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> inséré par l'article 3, il est inséré un article L3341-2 rédigé comme suit :

« Art. L3341-2. Le Gouvernement peut autoriser la transmission des pièces et dossiers à l'Administration par la voie électronique, conformément aux modalités qu'il détermine. ».

**Art. 6.** Dans la Troisième partie, Livre III, Titre IV du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est inséré un chapitre II intitulé « Subventions pour les investissements d'intérêt public des personnes morales de droit public ».

**Art. 7.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-1 rédigé comme suit :

« Art. L3342-1. Au sens du présent chapitre, on entend par « la réunion plénière d'avant-projet » : la réunion au stade de l'esquisse « crayon » en présence de toute personne susceptible d'apporter une aide à la conception du projet et ayant pour but de garantir la qualité des projets et la sécurité des travaux et d'éviter, sauf cas de force majeure, tous nouveaux travaux endéans les deux ans sur le périmètre de l'investissement considéré. ».

**Art. 8.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-2 rédigé comme suit :

« Art. L3342-2. La Région wallonne octroie des subventions pour encourager les investissements d'intérêt public de certaines personnes morales de droit public. ».

**Art. 9.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-3 rédigé comme suit :

« Art. L3342-3. Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, peuvent bénéficier des subventions prévues par le présent chapitre les personnes morales de droit public suivantes, ci-après dénommées « demandeurs » :

1° les communes;

2° les provinces;

3° les associations de communes;

4° les établissements reconnus chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

5° les personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;

6° toute autre personne morale désignée par le Gouvernement. ».

**Art. 10.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-4 rédigé comme suit :

« Art. L3342-4. Les investissements prévus à l'article L3341-1 sont repris dans un programme triennal, établi par le demandeur dans le respect des priorités régionales communiquées par le Gouvernement.

Par dérogation au premier alinéa, l'investissement qui n'est pas repris dans le programme triennal et qui était imprévisible lors de l'élaboration de celui-ci peut bénéficier de subventions s'il est rendu nécessaire par un cas fortuit ou de force majeure. ».

**Art. 11.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-5 rédigé comme suit :

« Art. L3342-5. Le Gouvernement définit :

1° l'usage des investissements visés à l'article L3341-1 susceptibles d'être subventionnés;

2° les conditions particulières d'octroi de subventions, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;

3° les taux et modalités de calcul des subventions applicables pendant une période de trois ans. ».

**Art. 12.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-6 rédigé comme suit :

« Art. L3342-6. § 1<sup>er</sup>. Le programme triennal est approuvé par le Gouvernement.

La décision d'approbation totale ou partielle du programme triennal prend en considération, notamment, la valeur technique et économique des investissements, ainsi que la capacité financière du demandeur et de la Région.

Le Gouvernement statue dans les nonante jours de la réception du programme triennal complet.

Il peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, proroger celui-ci une seule fois d'une durée maximale de quarante-cinq jours.

A défaut de notification par le Gouvernement dans les quarante-cinq jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, le programme est réputé approuvé.

Lorsque le Gouvernement donne son accord sur le programme triennal, il fixe, pour chaque investissement retenu, le montant provisoire de la subvention.

§ 2. Le programme triennal peut être modifié par le demandeur si la modification est dûment justifiée et approuvée par le Gouvernement.

Si la modification du programme triennal comporte une adaptation de l'estimation d'un investissement retenu dans le programme triennal approuvé, elle est sollicitée par le demandeur au plus tard au moment de l'approbation du projet relatif à l'investissement.

Les dispositions relatives à l'élaboration du programme triennal sont applicables à sa modification. ».

**Art. 13.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-7 rédigé comme suit :

« Art. L3342-7. Chaque investissement du plan triennal approuvé conformément à l'article L3342-6 fait l'objet d'une réunion plénière d'avant-projet organisée et présidée par le demandeur.

Le Gouvernement arrête les modalités de cette réunion, la liste des personnes et organismes susceptibles d'intervenir dans le cours de l'élaboration et de la réalisation de l'investissement. ».

**Art. 14.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-8 rédigé comme suit :

« Art. L3342-8. En vue de la réunion plénière d'avant-projet, les personnes habilitées à représenter les organismes susceptibles d'intervenir dans le cours de la réalisation de l'investissement remettent au demandeur toutes les informations réglementaires et techniques, dans des formes complètes, claires et concises, lui permettant, sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de soumettre le projet à l'avis de l'administration.

Le demandeur dresse un procès-verbal de la réunion et le notifie aux personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans un délai de quinze jours à dater de la réunion plénière d'avant-projet.

Ces personnes disposent de quinze jours à compter de la notification pour faire connaître leurs remarques au demandeur, appuyées de documents complémentaires s'il échet. Le procès-verbal modifié leur parvient dans un délai de quinze jours à dater du terme du délai de réception des remarques; il n'est plus susceptible d'être contesté. Le procès-verbal qui n'a pas fait l'objet de remarques dans le délai initial de quinze jours est réputé approuvé.

Les délais visés aux alinéas 2 et 3 sont doublés lorsqu'ils débutent ou arrivent à échéance durant les mois de juillet et d'août. Ils sont suspendus entre Noël et Nouvel An. Ils sont reportés jusqu'au plus prochain jour ouvrable lorsqu'ils arrivent à échéance un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Le non-respect par le demandeur de l'organisation d'une réunion plénière d'avant-projet entraîne automatiquement le rejet du bénéfice de la subvention pour l'investissement concerné. ».

**Art. 15.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-9 rédigé comme suit :

« Art. L3342-9. § 1<sup>er</sup>. Le demandeur soumet les projets d'investissements retenus dans le programme triennal, accompagnés de leurs pièces justificatives, à l'approbation du Gouvernement.

Le délai d'approbation du projet par le Gouvernement est de trente jours à dater de l'accusé de réception du projet et de ses pièces justificatives par le Service public de Wallonie. Ce délai est prorogeable de quinze jours. Le délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 2. Dès approbation du projet, le demandeur est autorisé à procéder au lancement du marché public.

§ 3. Dans les soixante jours à dater de l'approbation du projet et pour autant que les remarques éventuelles formulées sur le projet aient été rencontrées, le Gouvernement notifie au demandeur le montant de la subvention établi sur base de l'estimation du montant du marché au stade du projet, lorsque les crédits ou autorisations d'engagements prévus par la loi ou le budget sont disponibles. Cette notification vaut accord de principe d'octroi de la subvention. L'engagement définitif a lieu au moment de l'attribution.

La subvention définitive ne peut dépasser de plus de 10 % le montant provisoire de la subvention prévu à l'article L3342-6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du Code.

L'intervention financière de la Région ne peut être revue à la hausse après la notification de l'accord de principe.

§ 4. Certains postes des travaux admis à la subvention peuvent bénéficier d'une majoration de 15 % des taux de subvention fixés par l'arrêté portant exécution du présent décret, lorsque le cahier spécial de charges inclut, pour ces postes la clause sociale relative à la formation ou à l'insertion de demandeurs d'emploi dans les métiers fixés par le Gouvernement ou lorsque les travaux sont confiés à des entreprises d'économie sociale d'insertion au sens de l'article 22 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ou lorsque le cahier spécial des charges intègre des critères environnementaux dans les marchés publics relatifs à l'utilisation de pierres et roches ornementales, pour ces postes.

A défaut d'exécution des postes dans les conditions reprises à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le subventionnement est ramené aux taux fixés par l'arrêté visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Si le demandeur n'a pas attribué le marché dans les deux ans de la notification de l'accord de principe, le Gouvernement peut déclarer la caducité de l'accord de principe. Ce délai peut être prorogé par le Gouvernement sur requête motivée du demandeur. ».

**Art. 16.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-10 rédigé comme suit :

« Art. L3342-10. Lorsque le marché n'est pas soumis à tutelle générale d'annulation en vertu des articles L3111-1 et suivants du présent Code, le demandeur transmet le dossier d'attribution au Gouvernement pour engagement. ».

**Art. 17.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-11 rédigé comme suit :

« Art. L3342-11. Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut, au décompte final des travaux, prendre en considération les quantités en moins ou en plus et les nécessaires adaptations des travaux liées à l'exécution des travaux initialement prévus, sans dépassement du montant de la subvention octroyée conformément à l'article L3342-9, § 3. ».

**Art. 18.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-12 rédigé comme suit :

« Art. L3342-12. Chaque année, le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent chapitre.

Ce rapport contient au moins par commune les éléments suivants :

- 1° les demandes déposées par les personnes visées à l'article L3342-3;
- 2° les projets acceptés dans les programmes triennaux;
- 3° le taux et le montant des subventions allouées;
- 4° le taux de réalisation;
- 5° une évaluation qualitative.

Le rapport est transmis au Parlement au plus tard le 31 mars de l'année subséquente. ».

**Art. 19.** Dans le chapitre II inséré par l'article 6, il est inséré un article L3342-13 rédigé comme suit :

« Art. L3342-13. § 1<sup>er</sup>. A l'expiration de la période couverte par le programme triennal, les demandes de subventions qui, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, ont été introduites auprès du Service public de Wallonie au stade du projet mais qui n'ont pas encore reçu d'accord de principe sur le projet, sont reprises dans le programme triennal suivant sous la forme d'un programme triennal transitoire sur demande expresse du demandeur. A défaut, les demandes deviennent caduques.

§ 2. La demande de programme triennal transitoire est traitée conformément à l'article L3342-6 du présent Code. Le montant provisoire de la subvention fixé dans le programme triennal transitoire approuvé ne peut toutefois différer du montant fixé antérieurement dans le programme triennal visé à l'article L3342-6 et dont la période couverte a expiré.

§ 3. Une fois le programme triennal transitoire approuvé, la procédure d'octroi de la subvention se poursuit conformément aux articles L3342-9, § 3, et suivants. ».

**Art. 20.** Dans la Troisième partie, Livre III, Titre IV du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est inséré un chapitre III intitulé « Le droit de tirage des communes ».

**Art. 21.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-1 rédigé comme suit :

« Art. L3343-1. Les communes reçoivent, dans les conditions et selon la procédure prévue par le présent chapitre, un droit de tirage pour la réalisation de certaines infrastructures en tant que pouvoir adjudicateur au sens de la législation sur les marchés publics. ».

**Art. 22.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-2 rédigé comme suit :

« Art. L3343-2. § 1<sup>er</sup>. Le droit de tirage des communes est organisé sur la durée d'une mandature communale, en deux programmations pluriannuelles distinctes, la première de quatre ans et la seconde de deux ans.

§ 2. Le droit de tirage est fixé pour chaque programmation pluriannuelle sur base d'un montant annuel au moins égal à celui de la programmation précédente adapté du pourcentage d'évolution des prix, multiplié par le nombre d'exercices de la programmation. Si n est la première année d'une programmation pluriannuelle, ce montant annuel sera fixé sur base de l'indice de juillet de l'année n-2 rapporté à celui de juillet de quatre ou deux années antérieures selon la portée de la programmation pluriannuelle en cours. Le montant annuel est fixé à minimum 45 millions d'euros lors de la programmation pluriannuelle 2013-2016.

§ 3. Le montant total du droit de tirage revenant aux communes correspond, pour un programme pluriannuel, aux crédits cumulés de l'ensemble de la période couverte par ce programme. ».

**Art. 23.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-3 rédigé comme suit :

« Art. L3343-3. § 1<sup>er</sup>. La quote-part du montant global prévu à l'article 3343-2, § 2, alinéa 2, revenant à chaque commune est déterminée de la manière suivante :

1° une répartition préliminaire entre les communes de l'enveloppe globale prévue à l'article L3343-2, § 2, alinéa 2, est effectuée.

Un tiers de l'enveloppe globale précitée est réparti en fonction des critères retenus aux articles L1332-8 à L1332-19.

La répartition du solde des deux tiers restant de l'enveloppe globale est déterminée en multipliant ce solde par la formule suivante :  $\{( \text{nombre de km de voiries de la commune} / \text{total de km de voiries communales en Région wallonne} ) * 0,5 + ( \text{nombre d'habitants de la commune} / \text{nombre total d'habitants en Région wallonne} ) * 0,5\} * \{ \text{revenu moyen par habitant en Région wallonne} / \text{revenu moyen par habitant de la commune} \} + (1 - \text{revenu moyen par habitant en Région wallonne} / \text{revenu moyen par habitant de la commune}) * 0,25\}$ , sachant que :

a) pour les données globales relatives à la Région wallonne, les données relatives au territoire des communes de la Communauté germanophone ne sont pas prises en compte;

b) par kilométrage de voiries communales on entend le kilométrage de voiries communales revêtues de petite vicinalité et de grande communication communiqué par les services techniques provinciaux;

c) par nombre d'habitants; il s'agit du nombre d'habitants par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles;

d) par revenu moyen par habitant; il est question du revenu moyen par ménage sur base des déclarations fiscales par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles;

2° une première correction est apportée à la répartition préliminaire de l'article L3343-3, § 1<sup>er</sup>, afin qu'aucune commune ne bénéficie de plus de 5 % de l'enveloppe globale prévue à l'article L3343, § 2. Si tel est le cas, le surplus de la (des) commune(s) est réparti au profit des autres communes de la même province au prorata de la répartition préliminaire susdite;

3° une seconde correction est apportée à la répartition préliminaire des articles L3343-3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, afin que le subventionnement moyen par habitant et par an calculé au niveau de l'ensemble des communes de chacune des provinces soit compris entre 11,5 euros et 20 euros. C'est ainsi que :

a) à l'échelle de la province, il ne peut exister un subventionnement de moins de 11,5 euros par habitant par an de programmation. Si tel est le cas une enveloppe complémentaire permettant d'atteindre ce seuil est ajoutée et répartie entre les communes de la province concernée selon les modes de calcul prévus aux 1° et 2° du présent article L3343-3, § 1<sup>er</sup>;

b) à l'échelle de la province, il ne peut exister un subventionnement de plus de 20 euros par habitant par an de programmation. Si tel est le cas la dotation globale de l'ensemble des communes de la province concernée est réduite de manière telle à correspondre au plafond de € 20 précité.

Cette diminution affecte la quote-part de chacune des communes de la province selon une répartition équivalente au mode de calcul prévu aux 1° et 2° du présent article L3343-3, § 1<sup>er</sup>;

4° l'inexécuté résultant de problèmes dans la mise en œuvre de la programmation profitera aux autres communes de la même province tenant compte d'une priorité aux communes dont l'enveloppe a été plafonnée et ce :

a) à concurrence au maximum du montant qui aurait été obtenu si aucun plafond n'avait été appliqué;

b) à partir du moment où ces entités ont consommé l'ensemble des moyens attribués.

§ 2. Le Gouvernement calcule le montant du droit de tirage attribué à chaque commune en application de la quote-part visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Pour les besoins de la première programmation pluriannuelle visée à l'article L3343-2, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement communique le montant du droit de tirage aux communes de telle manière qu'elles puissent obtenir l'approbation du plan visé par l'article L3343-4 lors de la première année de cette programmation.

Pour les besoins de la seconde programmation pluriannuelle visée à l'article L3343-2, § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement communique le montant du droit de tirage aux communes de telle manière qu'elles puissent obtenir l'approbation du plan visé par l'article L3343-4 l'année qui précède la première année de cette programmation.

§ 4. Le Gouvernement fixe des priorités régionales et des conditions particulières en matière d'investissement. ».

**Art. 24.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-4 rédigé comme suit :

« Art. L3343-4. § 1<sup>er</sup>. En fonction du montant fixé en application de l'article L3343-3, § 2, les communes souhaitant bénéficier d'un droit de tirage rédigent un plan d'investissement communal, reprenant l'ensemble des projets que la commune envisage de réaliser durant la programmation pluriannuelle concernée ainsi qu'un état d'avancement physique des deux dernières programmations.

§ 2. Le plan d'investissement communal est présenté selon les formes prévues par le Gouvernement et est conforme aux principes suivants :

1° le plan d'investissement communal ne peut concerner que des travaux subsidiés en application de l'article L3341-1;

2° le plan d'investissement communal doit respecter les priorités et conditions particulières fixées par le Gouvernement en application de l'article L3343-3, § 4;

3° le plan d'investissement communal ne peut concerner que des projets qui seront attribués durant la programmation pluriannuelle concernée;

4° la partie subsidiée du montant total maximal des travaux repris par le plan, ne peut dépasser les 150 % du montant octroyé à la commune;

5° l'investissement propre global de la commune dans les travaux et investissement énoncés par le plan doit être au minimum équivalent à la dotation régionale sollicitée.

§ 3. Le plan d'investissement communal doit être transmis au Gouvernement dans les 180 jours de la notification du montant du droit de tirage alloué à la commune en vertu de l'article L3343-3, § 2.

§ 4. S'il existe des circonstances spécifiques le justifiant, la commune peut solliciter du Gouvernement, par demande motivée formulée lors de la transmission de son plan d'investissement, une dérogation aux principes énoncés au § 2, 2°, 4° et 5°.

Par dérogation au § 2, 5°, la part d'investissement de la commune peut être diminuée de 15 % pour certains postes lorsque le cahier spécial de charges (CSC) inclut, pour ces postes, la clause sociale relative à la formation ou à l'insertion de demandeurs d'emploi dans les métiers fixés par le Gouvernement ou lorsque les travaux sont confiés à des entreprises d'économie sociale d'insertion au sens de l'article 18bis de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ou lorsque le CSC intègre des critères environnementaux dans les marchés publics relatifs à l'utilisation de pierres et roches ornementales, pour ces postes.

§ 5. La commune peut être autorisée à déroger au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, pour une partie du droit de tirage lié à la première programmation pluriannuelle de quatre ans en vue de la réalisation de travaux ou d'une acquisition lors de la seconde programmation pluriannuelle de deux ans.

La demande de dérogation est formulée lors de la transmission du plan d'investissement, et doit être motivée par l'insuffisance des moyens disponibles ou par l'insuffisance de la durée de la programmation pluriannuelle concernée, au regard des projets envisagés.

Le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles une telle dérogation peut être accordée.

§ 6. Le plan d'investissement communal est soumis à l'approbation du Gouvernement, selon la procédure établie par le Gouvernement.

Le Gouvernement se prononce dans les soixante jours de la réception du plan d'investissement communal. Ce délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'envoi de la notification de la décision se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

A défaut de décision du Gouvernement notifiée dans le délai qui lui est imparti, le plan communal d'investissement est réputé approuvé.

Le Gouvernement peut approuver partiellement le plan d'investissement qui lui est soumis.

La commune dont le plan d'investissement n'a pas été totalement approuvé soumet au Gouvernement un plan rectifié dans les trente jours de la notification de la décision du Gouvernement. ».

**Art. 25.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-5 rédigé comme suit :

« Art. L3343-5. La commune peut introduire auprès du Gouvernement une demande motivée visant à la modification de son plan d'investissement, selon la procédure et les conditions et dans les limites fixées par le Gouvernement.

Cette modification peut, si la commune invoque des circonstances spécifiques le justifiant, déroger aux principes énoncés par l'article L3343-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°. ».

**Art. 26.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-6 rédigé comme suit :

« Art. L3343-6. § 1<sup>er</sup>. La commune choisit, dans le plan d'investissement approuvé par le Gouvernement, les projets qu'elle entend réaliser, dans le respect des priorités fixées par le Gouvernement en application de l'article L3343-3, § 4.

§ 2. La commune soumet à l'approbation du Gouvernement les dossiers techniques et les cahiers des charges des projets qu'elle retient.

Le Gouvernement détermine le contenu des dossiers soumis à son approbation.

§ 3. Le Gouvernement contrôle que le projet est bien repris dans le plan d'investissement de la commune, et vérifie la conformité technique et légale du projet à l'égard de l'ensemble des normes qui lui sont applicables.

Le délai d'approbation du projet est de 30 jours à dater de l'accusé de réception du dossier complet par le Service public de Wallonie. Ce délai est prorogable de 15 jours, et est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'envoi de la notification de la décision se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

A défaut d'une décision expresse notifiée dans le délai imparti, le projet est réputé approuvé.

§ 4. La commune ne peut procéder au lancement des procédures de marché public qu'après avoir reçu l'approbation du Gouvernement quant au projet concerné.

§ 5 Sans préjudice des autres conditions d'utilisation du subside ou des dérogations accordées par le Gouvernement en vertu du présent chapitre, est couvert par la subvention, tout projet ayant fait l'objet d'une attribution de marché entre le 1<sup>er</sup> janvier de la première année de programmation et le 31 décembre de sa dernière année. ».

**Art. 27.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-7 rédigé comme suit :

« Art. L3343-7. Lorsque la décision d'attribution a été prise et le montant du marché est inférieur aux montants au-delà desquels le marché est soumis à la tutelle générale d'annulation en vertu des articles L3111-1 et suivants du présent Code, le demandeur transmet le dossier d'attribution au Gouvernement pour information. ».



**Art. 28.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-8 rédigé comme suit :

« Art. L3343-8. Le droit de tirage fixé pour chaque programme pluriannuel est versé automatiquement aux communes par tranches annuelles successives.

Le droit de tirage relatif à la première programmation pluriannuelle de la mandature communale est versé selon le schéma suivant :

Année de programmation	Part de l'enveloppe versée
N	0 % de l'enveloppe
N+1	12,5 % de l'enveloppe
N+2	25 % de l'enveloppe
N+3	25 % de l'enveloppe
N+4	25 % de l'enveloppe
N+5	12,5 % de l'enveloppe

Le droit de tirage relatif à la seconde programmation pluriannuelle de la mandature communale est versé selon le schéma suivant :

Année de programmation	Part de l'enveloppe versée
N	0 % de l'enveloppe
N+1	25 % de l'enveloppe
N+2	50 % de l'enveloppe
N+3	25 % de l'enveloppe

Dans les alinéas 2 et 3, la lettre « N » représente la première année d'un programme pluriannuel. ».

**Art. 29.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-9 rédigé comme suit :

« Art. L3343-9. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement contrôle l'usage qu'a fait la commune du droit de tirage, à l'issue des différents projets réalisés et dans son ensemble.

Le Gouvernement arrête les modalités de ce contrôle.

§ 2. Les communes avertissent sans délai l'administration lorsqu'est accordée la réception provisoire d'un chantier financé par le droit de tirage.

Les communes demandent au Gouvernement d'exercer son contrôle global définitif de la bonne utilisation du droit de tirage lorsqu'elles accordent la réception provisoire du dernier chantier réalisé dans le cadre d'un plan d'investissement.

A défaut d'être sollicité par la commune en application du premier alinéa, le Gouvernement exerce d'office un premier contrôle intermédiaire dans les trois ans de la fin de la programmation pluriannuelle concernée et un contrôle définitif au plus tard dans les dix ans de la fin de la programmation pluriannuelle concernée. ».

**Art. 30.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-10 rédigé comme suit :

« Art. L3343-10. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, le Gouvernement arrête un régime spécifique de sanctions en cas de non-respect, par les communes, des règles prévues par le présent décret. ».

**Art. 31.** Dans le chapitre III inséré par l'article 20, il est inséré un article L3343-11 rédigé comme suit :

« Art. L3343-11. Le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent chapitre à la fin de chaque programmation.

Ce rapport contient les éléments suivants :

- 1° une liste des projets par commune ayant fait l'objet d'une approbation conformément à l'article L3343-6, § 2;
- 2° le taux de réalisation des plans d'investissements;
- 3° une évaluation qualitative.

Le rapport est transmis au Parlement au plus tard le 31 mars de l'année subséquente. ».

**Art. 32.** Les demandes de subsides formulées avant l'entrée en vigueur du présent décret, sur le fondement du Titre IV du Livre III du présent Code, restent soumises aux dispositions applicables à la date du 31 décembre 2012.

Les demandes de subsides formulées sur le fondement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2010 relatif à l'octroi de subsides destinés aux travaux d'entretien des voiries communales pour les années 2010 à 2012 pris en exécution de l'article 4 du décret-programme du 10 décembre 2009, restent soumises aux dispositions de cet arrêté.

Les investissements issus du programme triennal 2010-2012 dont la décision d'attribution a été prise avant le 31 décembre 2012 et qui n'ont pu bénéficier d'une subvention régionale peuvent, en dérogation à l'article L3343-4, § 2, 3°, être repris dans le plan communal d'investissement 2013-2016.

La commune ayant obtenu, lors de l'approbation du programme triennal 2010-2012, une subvention limitée, dont le taux est inférieur au taux prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 pour cause de projet de grande ampleur, est autorisée, en dérogation à l'article L3343-4, § 2, 3°, et pour la partie non couverte par ladite subvention, à inscrire ce projet dans son plan communal d'investissement 2013-2016.

**Art. 33.** Dans le cadre de l'application de l'article L3343-2, § 3, inséré par l'article 22 du présent décret, l'indice des prix à la consommation de juillet 2012 est utilisé pour l'indexation du programme pluriannuel 2017-2018.

**Art. 34.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2013-2014.*  
*Documents du Parlement wallon*, 914 (2013-2014) N<sup>os</sup> 1 à 8.  
*Compte rendu intégral*, séance plénière du 5 février 2014.  
Discussion.  
Vote.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201247]

**6 FEBRUARI 2014.** — Decreet tot wijziging van de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wat betreft de subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut en tot oprichting van een Gewestelijk Fonds voor de Gemeentelijke Investerings (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De artikelen L3341-1 tot L3341-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie worden opgeheven.

**Art. 2.** Na "Titel IV - Subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut" en vóór "Hoofdstuk I - Algemene bepalingen" wordt een artikel L3341-0 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3341-0. Deze titel is niet van toepassing in het Duitstalige taalgebied."

**Art. 3.** In het Derde deel, Boek III, Titel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Algemene bepalingen".

**Art. 4.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L3341-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3341-5. De in deze titel bedoelde subsidies zijn voorbehouden voor aankopen en werken, met inbegrip van de onderzoeken, de voortests en de controletests, die hierna worden vermeld :

1<sup>o</sup> a) de aanleg, de inrichting en het buitengewoon onderhoud van openbare wegen waarvan de ondergrond eigendom is van een overheid, met inbegrip van toebehoren zoals stadsmeubilair, verkeerstekens, beplantingen en voor de gelegenheid ontworpen kunstwerken;

b) de aanleg en de inrichting van parkeerplaatsen op het openbaar domein, voor zover die werken rekening houden met het gemeentelijk mobiliteitsplan indien bestaand en goedgekeurd.

Indien de gemeente over een goedgekeurd gemeentelijk mobiliteitsplan beschikt, worden de eventuele afwijkingen van dat plan in het voorontwerp gemotiveerd;

2<sup>o</sup> de bouw, het herstel en de vernieuwing van waterleidingen en rioleringen, waarbij die laatsten opgenomen zijn als gemeenschappelijk saneringsgebied op het saneringsplan per onderstroomgebied;

3<sup>o</sup> de installatie, de uitbreiding, de verplaatsing en de vernieuwing van de openbare verlichting;

4<sup>o</sup> de bouw, de verbouwing en de vernieuwbouw en de aanleg van de toegangswegen :

a) van gebouwen voor de huisvesting van gemeentelijke en provinciale diensten;

b) van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c) van gebouwen voor de beoefening van de erkende erediensten en de lekenmoraal;

d) van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van de verenigingen van gemeenten waarvan enkel publiekrechtelijke rechtspersonen lid zijn;

e) van gemeentelijke gebouwen bestemd voor de uitoefening van de activiteiten gebonden aan het plaatselijk leven en meer bepaald buurthuizen bedoeld voor de versteviging van het maatschappelijk leven of als ontmoetingsplaats tussen generaties, voor zover zij onvoorwaardelijk toegankelijk zijn voor allen en niet met handelsdoeleinden worden uitgebaat;

f) van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve en technische lokalen van de aanvragers bedoeld in artikel L3341-3, 6°, van het Wetboek;

5° de aankoop, met uitsluiting van de grond, van onroerende goederen bestemd voor het gebruik van de rechtspersonen bedoeld in deze titel;

6° alle andere werken bepaald door de Regering.”.

**Art. 5.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L3341-2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3341-2. De Regering kan toelaten dat de bewijsstukken en dossiers elektronisch overgezonden wordt aan het Bestuur overeenkomstig de door haar bepaalde nadere regels.”.

**Art. 6.** In het Derde deel, Boek III, Titel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift “Subsidies voor de investeringen van openbaar nut van de publiekrechtelijke rechtspersonen”.

**Art. 7.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-1. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder “de plenaire voorontwerpvergadering” verstaan, de vergadering die in het schetsstadium plaatsvindt in het bijzijn van elke persoon die bij zou kunnen dragen aan het ontwerp en die tot doel heeft de kwaliteit van de projecten en de veiligheid van de werkzaamheden te waarborgen en, behalve in geval van overmacht, alle nieuwe werkzaamheden te voorkomen binnen de twee jaar in de omtrek van de investering waarvan sprake.”.

**Art. 8.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-2. Het Waalse Gewest kent subsidies toe ter aanmoediging van de investeringen van openbaar nut van sommige publiekrechtelijke rechtspersonen.”.

**Art. 9.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-3 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-3. Binnen de perk van de beschikbare begrotingskredieten komen de volgende publiekrechtelijke rechtspersonen, hierna “aanvrager” genoemd, in aanmerking voor de in dit hoofdstuk bedoelde subsidies :

1° de gemeenten;

2° de provincies;

3° de verenigingen van gemeenten;

4° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten;

5° de rechtspersonen die de goeden, noodzakelijk voor de beoefening van de lekenmoraal, beheren;

6° elke andere rechtspersoon die door de Regering aangewezen is.”.

**Art. 10.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-4. De investeringen bepaald in artikel L3341-1 worden opgenomen in een driejarenprogramma dat door de aanvrager opgesteld is met inachtneming van de door de Regering medegedeelde gewestelijke prioriteiten.

In afwijking van het eerste lid kan de investering die niet in een driejarenprogramma is opgenomen en die niet kon worden voorzien bij uitwerking daarvan, voor subsidiëring in aanmerking komen indien noodzakelijk gemaakt door overmacht of toeval.”.

**Art. 11.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-5 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-5. De Regering bepaalt :

1° het gebruik van de investeringen bedoeld in artikel L3341-1 die voor subsidiëring in aanmerking kunnen komen;

2° de bijzondere voorwaarden voor toekenning van subsidies, de procedure voor de indiening van de aanvragen en de lijst van de te verstrekken documenten;

3° het over een periode van drie jaar geldende subsidiepercentage, en berekeningswijze ervan.

**Art. 12.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-6 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-6. § 1. Het driejarenprogramma wordt door de Regering goedgekeurd.

In de beslissing tot algehele of gedeeltelijke goedkeuring van het driejarenprogramma worden meer bepaald de technische en bedrijfswaarde van de investeringen en de financiële draagkracht van de aanvrager en het Gewest in overweging genomen.

De Regering beslist binnen negentig dagen na ontvangst van het volledige driejarenprogramma.

Zij kan in een gemotiveerde beslissing waarvan voor verstrijken van de termijn kennis wordt gegeven aan de aanvrager de termijn één enkele keer verlengen met een nieuwe termijn van maximum vijfenveertig dagen.

Indien er geen kennisgeving door de Regering plaatsgevonden heeft binnen de vijfenveertig dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in het derde lid, wordt het programma geacht goedgekeurd te zijn.

Indien de Regering instemt met het driejarenprogramma, stelt zij voor elke investering die zij in aanmerking heeft genomen, het voorlopige subsidiebedrag vast.

§ 2. Het driejarenprogramma kan worden gewijzigd door de aanvrager indien de wijziging behoorlijk verantwoord en door de Regering goedgekeurd wordt.

Als de wijziging van het driejarenprogramma een aanpassing inhoudt van de raming van een investering die in het goedgekeurde driejarenprogramma in aanmerking is genomen, wordt daarom verzocht door de aanvrager uiterlijk bij de goedkeuring van het ontwerp dat betrekking heeft op die investering.

De bepalingen betreffende de uitwerking van het driejarenprogramma gelden ook voor de wijziging.”.



**Art. 13.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-7. Elke investering van het driejarenprogramma goedgekeurd overeenkomstig artikel L3342-6 wordt besproken in een plenaire voorontwerpvergadering die door de aanvrager belegd en voorgezeten wordt.

De Regering legt de vergaderwijze vast, evenals de lijst van de personen en instellingen die tussenbeide zouden kunnen komen in de uitwerking en de uitvoering van de investering."

**Art. 14.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-8. Met het oog op de plenaire voorontwerpvergadering maken de personen die gemachtigd zijn om de instellingen te vertegenwoordigen die tussenbeide zouden kunnen komen in de uitvoering van de investering alle reglementaire en technische gegevens aan de aanvrager over, in een volledige, duidelijke en beknopte vorm zodat hij onverminderd de te krijgen vergunningen het onderzoek in verband met de investering kan afwerken en het ontwerp ter advies aan het bestuur kan voorleggen.

De aanvrager notuleert de vergadering en maakt de notulen binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de plenaire voorontwerpvergadering, over aan de personen waarvan sprake in lid 1.

Die personen beschikken over vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving om hun opmerkingen aan de aanvrager over te maken, gestaafd met de aanvullende documenten indien nodig. De notulen worden hen binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van het einde van de termijn voor de ontvangst van de opmerkingen overgemaakt. Zij kunnen niet meer betwist worden. De notulen waarover geen opmerkingen zijn geformuleerd binnen de oorspronkelijke termijn van vijftien dagen worden geacht goedgekeurd te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 2 en 3 worden eenmaal verlengd indien zij beginnen of vervallen tijdens de maanden juli en augustus. Zij worden opgeschort tussen Kerstmis en Nieuwjaar. Ze worden naar de eerstvolgende werkdag verschoven indien ze vervallen op een zaterdag, een zondag of een feestdag.

Indien de aanvrager niet voldoet aan de voorwaarde van een plenaire voorontwerpvergadering, wordt het voordeel van de subsidie voor de betrokken investering automatisch verworpen."

**Art. 15.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-9 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-9. § 1. De aanvrager legt de investeringsprojecten die in het goedgekeurde driejarenprogramma opgenomen zijn, samen met hun bewijsstukken, ter goedkeuring voor aan de Regering.

De termijn voor de goedkeuring van het project door de Regering bedraagt dertig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van het project en van zijn bewijsstukken door de Waalse Overheidsdienst. Die termijn kan met vijftien dagen verlengd worden. De termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 2. Zodra het project goedgekeurd wordt, kan de aanvrager de overheidsopdracht opstarten.

3. § 1. Binnen zestig dagen na de goedkeuring van het project en voor zover aan de over het project geopperde eventuele opmerkingen tegemoet is gekomen, geeft de Regering kennis aan de aanvrager van het subsidiebedrag dat is vastgesteld op grond van de raming van het bedrag van de opdracht in het stadium van het project indien de bij de wet of de begroting bepaalde kredieten of machtigingen tot vastlegging beschikbaar zijn. Die kennisgeving geldt als beginselakkoord met de toekenning van de subsidie. De definitieve vastlegging vindt plaats bij de toekenning.

De definitieve subsidie mag het voorlopige subsidiebedrag bepaald in artikel L3342-6, § 1, lid 5, van het Wetboek, niet met meer dan 10 % overschrijden.

De financiële tegemoetkoming van het Gewest mag niet naar boven herzien worden na de kennisgeving van het beginselakkoord.

§ 4. Bepaalde posten van werken die voor subsidiëring in aanmerking komen, kunnen vermeerderd worden met 15 % van de subsidiepercentages vastgesteld bij het besluit ter uitvoering van dit decreet indien het bijzondere bestek voor die posten de sociale clausule bevat betreffende de opleiding of de inschakeling van werkzoekenden in de door de Regering vastgestelde beroepen of indien de werken toevertrouwd worden aan sociale inschakelingsondernemingen in de zin van artikel 22 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten of wanneer het bestek milieucriteria opneemt in de overheidsopdrachten betreffende het gebruik van stenen en sierstenen voor die posten.

Worden bedoelde posten niet in de in het eerste lid bedoelde voorwaarden uitgevoerd, dan wordt de subsidiëring teruggebracht tot de percentages vastgelegd bij het in het eerste lid bedoelde besluit.

§ 5. Als de aanvrager geen opdracht binnen twee jaar na de kennisgeving van het beginselakkoord heeft gegund, kan de Regering het verval van het beginselakkoord verklaren. Die termijn kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager verlengd worden door de Regering."

**Art. 16.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-10. Wanneer de opdracht niet onder het algemene vernietigingstoezicht krachtens de artikelen L3111-1 en volgende van dit Wetboek valt, maakt de aanvrager het aanbestedingsdossier aan de Regering over."

**Art. 17.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-11. Voorschotten op het bedrag van de subsidies kunnen tegen de door de Regering vastgestelde voorwaarden toegekend worden.

De Regering kan bij de eindafrekening van de werken de in meer of minder afwijkende hoeveelheden en de noodzakelijke aanpassingen van de werken verbonden aan de oorspronkelijk voorziene werken in overweging nemen, zonder het bedrag van de subsidie die toegekend is overeenkomstig artikel L3342-9, § 3, te overschrijden.

**Art. 18.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-12 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3342-12. Jaarlijks stelt de Regering een algemeen verslag op over de toepassing van dit hoofdstuk.

Dat verslag bevat per gemeente minstens de volgende gegevens :

- 1° de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel L3342-3;
- 2° de ontwerpen goedgekeurd in de driejarenprogramma's;
- 3° het percentage en het bedrag van de toegekende subsidies;
- 4° de in percentage uitgedrukte staat van vordering van de werken;
- 5° een kwantitatieve evaluatie.

Het verslag wordt uiterlijk op 31 maart van het daarop volgende jaar aan het Parlement overgemaakt.”.

**Art. 19.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel L3342-13 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3342-13. § 1. Na afloop van de periode gedekt door het driejarenprogramma worden de subsidieaanvragen die op 1 oktober bij de Waalse Overheidsdienst in het stadium van project zijn ingediend maar die nog geen beginselakkoord over het project hebben gekregen, opgenomen in het volgende driejarenprogramma in de vorm van een voorlopig driejarenprogramma op uitdrukkelijk verzoek van de aanvrager. Zo niet vervallen de aanvragen.

§ 2. De aanvraag van een voorlopig driejarenprogramma wordt behandeld overeenkomstig artikel L3342-6 van dit Wetboek. Het voorlopige bedrag van de in het goedgekeurde voorlopige driejarenprogramma bedoelde subsidie mag evenwel niet verschillend zijn van het bedrag dat vroeger in het driejarenprogramma bedoeld in artikel L3342-6 vastgelegd is en waarvoor de gedekte periode is verstreken.

§ 3. Zodra het voorlopige driejarenprogramma goedgekeurd wordt, wordt de procedure tot toekenning van de subsidie overeenkomstig de artikelen L3342-9, § 3, en volgende voortgezet.

**Art. 20.** In het Derde deel, Boek III, Titel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift “Trekingsrecht van de gemeenten”.

**Art. 21.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3343-1. Als aanbestedende overheid in de zin van de wetgeving over de overheidsopdrachten ontvangen de gemeenten onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in dit hoofdstuk een trekingsrecht voor de uitvoering van sommige infrastructuren.

**Art. 22.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3343-2. § 1. Het trekingsrecht van de gemeenten wordt over de duur van een gemeentelijk mandaat georganiseerd in twee afzonderlijke meerjarige programmeringen; de eerste programmering duurt vier jaar en de tweede twee jaar.

§ 2. Het trekingsrecht wordt voor elke meerjarige programmering vastgelegd op grond van een jaarlijks bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van de vorige programmering aangepast aan het percentage van de prijzenontwikkeling en vermenigvuldigd met het aantal boekjaren van de programmering. Indien n het eerste jaar van een meerjarige programmering is, wordt dit jaarlijks bedrag vastgelegd op grond van de index van juli van het jaar n-2 in verhouding tot de index van juli van vier of twee vorige jaren volgens de draagwijdte van de lopende meerjarige programmering. Het jaarlijkse bedrag wordt op minimum 45 miljoen euro bij de meerjarige programmering 2013-2016 bepaald.

§ 3. Het totaalbedrag van het trekingsrecht dat aan de gemeenten toekomt, stemt voor een meerjarig programma overeen met de gecumuleerde kredieten van het geheel van de door dit programma gedekte periode.”.

**Art. 23.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-3 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3343-3. § 1. De bijdrage van het in artikel L3343-2, § 2, tweede lid, bedoelde bedrag dat aan elke gemeente toekomt, wordt bepaald als volgt :

1° een voorafgaande verdeling tussen de gemeenten van het totaalbedrag bedoeld in artikel L3343-2, tweede lid, wordt uitgevoerd.

Een derde van het hierboven vermelde totaalbedrag wordt verdeeld volgens de criteria bepaald in de artikelen L1332-8 tot L1332-19.

De verdeling van het saldo van de twee overige derden van het totaalbedrag wordt bepaald door dit saldo te vermenigvuldigen als volgt :  $\{(Aantal\ Km\ wegen\ van\ de\ gemeente / Aantal\ km\ gemeentewegen\ in\ het\ Waalse\ Gewest) * 0,5 + (Aantal\ inwoners\ van\ de\ gemeente / Totaal\ aantal\ inwoners\ in\ het\ Waalse\ Gewest) * 0,5\} * (Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente + (1 - Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente) * 0,25)$  met dien verstande dat :

a) er voor de globale gegevens betreffende het Waalse Gewest, geen rekening gehouden wordt met de gegevens betreffende het gebied van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap;

b) “onder aantal kilometers gemeentelijke wegennet” het aantal kilometers verhard gemeentelijk wegennet verspreid over kleine gemeentewegen en grote verkeerswegen meegedeeld door de provinciale technische diensten wordt verstaan;

c) “onder aantal inwoners” het aantal inwoners per gemeente, overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS wordt verstaan;

d) onder “gemiddeld inkomen per inwoner”, het gemiddeld inkomen per gezin op basis van de fiscale aangiften per gemeente en overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS wordt verstaan;

2° er wordt een eerste verbetering aangebracht in de voorafgaande verdeling bedoeld in artikel L3343-3, § 1, zodat geen enkele gemeente niet meer dan 5 % van het totaalbedrag bedoeld in artikel L3343, § 2, geniet. In dat geval wordt het overige van de gemeente(n) verdeeld ten gunste van de andere gemeenten van dezelfde provincie naar rato van de bovenvermelde voorafgaande verdeling.

3° er wordt een tweede verbetering aangebracht in de voorafgaande verdeling bedoeld in artikel L3343-3, § 1 en 2 zodat de gemiddelde subsidiëring per inwoner en per jaar berekend voor het geheel van de gemeenten van elke provincie tussen 11,5 euro en 20 euro inbegrepen is; zo

a) mag op schaal van de provincie geen subsidiëring van minder dan 11,5 euro per inwoner per programmeringsjaar bestaan. In dat geval wordt een bijkomende enveloppe, waarbij die drempel kan worden bereikt, toegevoegd en verdeeld tussen de gemeenten van de betrokken provincie volgens de berekeningswijzen bedoeld in 1° en 2° van dit artikel L3343-3, § 1;

b) mag op schaal van de provincie geen subsidiëring van meer dan 20 euro per inwoner per programmeringsjaar bestaan. In dat geval wordt de globale dotatie van het geheel van de gemeenten van de betrokken provincie verminderd zodat ze met het hierboven vermelde plafond van 20 € overeenstemt.

Die vermindering treft de bijdrage van elke gemeente van de provincie volgens een verdeling gelijkwaardig aan de berekeningswijze bedoeld in 1° en 2° van dit artikel L3343-, § 1;

4° het onuitgevoerde deel voortvloeiend uit problemen in de uitvoering van de programmering zal ten goede komen aan de gemeenten van dezelfde provincie rekening houdende met een voorrang aan de gemeenten waarvan de enveloppe geplafonneerd is als volgt :

- a) ten belope van het maximale bedrag dat bereikt zou zijn indien geen plafond niet toegepast was;
- b) vanaf het moment waarop die eenheden het geheel van de toegekende middelen hebben gebruikt.

§ 2. De Regering berekent het aan elke gemeente toegekende bedrag van het trekkingsrecht overeenkomstig de in § 1 bedoelde bijdrage.

§ 3. Voor de behoeften van de eerste meerjarige programmering bedoeld in artikel L3343-2, § 1, deelt de Regering het bedrag van het trekkingsrecht aan de gemeenten mede zodat ze de goedkeuring van het in artikel L3343-4 bedoelde plan tijdens het eerste jaar van die programmering kunnen krijgen.

Voor de behoeften van de tweede meerjarige programmering bedoeld in artikel L3343-2, § 1, deelt de Regering het bedrag van het trekkingsrecht aan de gemeenten mede zodat ze de goedkeuring van het in artikel L3343-4 bedoelde plan tijdens het jaar vóór het eerste jaar van die programmering kunnen krijgen.

§ 4. De Regering bepaalt de gewestelijke prioriteiten en de bijzondere voorwaarden inzake investering.”.

**Art. 24.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3343-4. § 1. Naar gelang van het overeenkomstig artikel L 3343-3, § 2, bedoelde bedrag, maken de gemeenten die in aanmerking willen komen voor een trekkingsrecht, een gemeentelijk investeringsplan op, dat het geheel van de projecten die de gemeente tijdens de betrokken meerjarige programmering wil uitvoeren alsmede een fysieke voortgang van de twee laatste programmeringen bevat.

§ 2. Het gemeentelijk investeringsplan wordt in de vormen bepaald door de Regering voorgelegd en stemt met de volgende principes overeen :

1° het gemeentelijk investeringsplan mag slechts werken die overeenkomstig artikel L3341-1 subsidieerbaar zijn, betreffen;

2° het gemeentelijk investeringsplan moet de prioriteiten en bijzondere voorwaarden bepaald door de Regering overeenkomstig artikel L3343-3, § 4, naleven;

3° het gemeentelijk investeringsplan mag slechts projecten betreffen die tijdens de betrokken meerjarige programmering toegekend zullen worden;

4° het gesubsidieerde deel van het maximaal totaalbedrag van de werken bedoeld in het plan mag niet 150 % van het aan de gemeente toegekende bedrag overschrijden;

5° de globale eigen investering van de gemeente in de werken en investeringen bedoeld in het plan moet minstens gelijkwaardig zijn aan de gewestelijke dotatie.

§ 3. Het gemeentelijk investeringsplan moet binnen 180 dagen na de kennisgeving van het bedrag van het trekkingsrecht toegekend aan de gemeente krachtens artikel L3343-3, § 2 aan de Regering overgemaakt worden.

§ 4. Indien er bijzondere omstandigheden die het rechtvaardigen bestaan, kan de gemeente bij gemotiveerd verzoek geopperd bij de overmaking van haar investeringsplan een afwijking van de in § 2, 2°, 4° en 5° bedoelde principes aan de Regering vragen.

In afwijking van § 2, 5°, kan het investeringsdeel van de gemeente voor sommige posten met 15 % verminderd worden, wanneer het bijzondere bestek voor die posten de sociale clausule bevat betreffende de opleiding of de inschakeling van werknemers in de door de Regering vastgestelde beroepen of indien de werken toevertrouwd worden aan sociale inschakelingsondernemingen in de zin van artikel 18*bis* van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten of wanneer het bestek milieucriteria opneemt in de overheidsopdrachten betreffende het gebruik van stenen en sierstenen voor die posten.

§ 5. De gemeente kan ertoe gemachtigd worden om van § 2, eerste lid, 3°, af te wijken voor een deel van het trekkingsrecht gebonden aan de eerste meerjarige programmering van vier jaar met het oog op de uitvoering van werken of een aankoop bij de tweede meerjarige programmering van twee jaar.

De afwijkingaanvraag wordt bij de overmaking van het investeringsplan ingediend en moet door het gebrek aan beschikbare middelen of door de onvoldoende duur van de betrokken meerjarige programmering ten opzichte van de overwogen projecten gemotiveerd worden.

De Regering bepaalt de voorwaarden waarin een dergelijke afwijking toegekend kan worden.

§ 6. Het gemeentelijk investeringsplan wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd volgens de door de Regering bepaalde procedure.

De Regering spreekt zich uit binnen zestig dagen na ontvangst van het gemeentelijk investeringsplan. Die termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

De kennisgeving van de beslissing wordt uiterlijk op de vervaldag van de termijn gestuurd.

Indien de Regering geen beslissing binnen de termijn waarover ze beschikt niet meedeelt, wordt het gemeentelijk investeringsplan geacht goedgekeurd te zijn.

De Regering kan het haar voorgelegde investeringsplan gedeeltelijk goedkeuren.

De gemeente waarvan het investeringsplan niet volledig goedgekeurd is, legt een aangepast plan binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Regering aan de Regering voor.”.

**Art. 25.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-5 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3343-5. De gemeente kan een met redenen omklede aanvraag tot wijziging van haar investeringsplan bij de Regering indienen volgens de door de Regering bepaalde procedure, voorwaarden en perken.

Indien de gemeente specifieke omstandigheden die het rechtvaardigen, aanvoert, kan deze wijziging afwijken van de principes bedoeld in artikel L3343-4, § 2, eerste lid, 4° en 5°.”.

**Art. 26.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-6. § 1. In het door de Regering goedgekeurde investeringsplan kiest de gemeente de projecten die ze wil uitvoeren, met inachtneming van de prioriteiten bepaald door de Regering overeenkomstig artikel L3343-3, § 4.

§ 2. De gemeente legt de technische dossiers en de bestekken die ze weerhoudt, ter goedkeuring aan de Regering voor.

De Regering bepaalt de inhoud van de dossiers die ze moet goedkeuren.

§ 3. De Regering gaat na of het project wel opgenomen is in het investeringsplan van de gemeente en verifieert de technische en wettelijke overeenstemming van het project ten opzichte van het geheel van normen die erop toepasselijk zijn.

De termijn voor de goedkeuring van het project bedraagt 30 dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van het volledige dossier door de Waalse Overheidsdienst. Die termijn kan met 15 dagen verlengd worden en wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort.

De kennisgeving van de beslissing wordt uiterlijk op de vervaldag van de termijn gestuurd.

Bij gebrek aan een uitdrukkelijke beslissing betekend binnen de voorgeschreven termijn wordt het project geacht goedgekeurd te zijn.

§ 4. De gemeente mag slechts de procedures m.b.t. de overheidsopdrachten lanceren nadat ze de goedkeuring van de Regering over het betrokken project heeft gekregen.

§ 5. Onverminderd de andere gebruiksvoorwaarden van de subsidie of de afwijkingen toegekend door de Regering krachtens dit hoofdstuk wordt elk project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een gunning van overheidsopdracht tussen 1 januari van het eerste programmeringsjaar en 31 december van zijn laatste jaar, door de subsidie gedekt.

**Art. 27.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-7. Wanneer de beslissing tot gunning genomen is en indien het bedrag van de opdracht kleiner is dan de bedragen boven welke de opdracht krachtens de artikelen L3111-1 en volgende van dit Wetboek onder het algemene vernietigingstoezicht valt, maakt de aanvrager het gunningsdossier aan de Regering ter informatie over.

**Art. 28.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-8. Het voor elk meerjarig programma bepaalde trekkingsrecht wordt automatisch per opeenvolgende jaarlijkse schijven gestort aan de gemeenten.

Het trekkingsrecht betreffende de eerste meerjarige programmering van de gemeentelijke mandaten wordt gestort volgens het volgende schema :

Programmeringsjaar	Deel van de gestorte enveloppe
N	0 % van de enveloppe
N+1	12,5 % van de enveloppe
N+2	25 % van de enveloppe
N+3	25 % van de enveloppe
N+4	25 % van de enveloppe
N+5	12,5 % van de enveloppe

Het trekkingsrecht betreffende de tweede meerjarige programmering van de gemeentelijke mandaten wordt gestort volgens het volgende schema :

Programmeringsjaar	Deel van de gestorte enveloppe
N	0 % van de enveloppe
N+1	25 % van de enveloppe
N+2	50 % van de enveloppe
N+3	25 % van de enveloppe

In het tweede en het derde lid vertegenwoordigt de letter "N" het eerste jaar van een meerjarig programma."

**Art. 29.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-9 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-9. § 1. De Regering controleert het gebruik dat de gemeenten van het trekkingsrecht heeft gemaakt, aan het einde van de verschillende uitgevoerde projecten en in zijn geheel.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze controle.

§ 2. De gemeenten verwittigen onverwijld het bestuur wanneer de voorlopige oplevering van een door het trekkingsrecht gefinancierde werf wordt toegekend.

De gemeenten vragen aan de Regering om haar globale definitieve controle op het goede gebruik van het trekkingsrecht uit te oefenen wanneer ze de voorlopige oplevering van de laatste werf verricht in het kader van een investeringsplan toekennen.

Indien de gemeente overeenkomstig het eerste lid geen beroep op haar doet, oefent de Regering van ambtswege een eerste tussencontrole binnen drie jaar na het einde van de betrokken meerjarige programmering en een definitieve controle uiterlijk binnen tien jaar na het einde van de betrokken meerjarige programmering uit."

**Art. 30.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-10. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten stelt de Regering een specifieke regeling van sancties vast in geval van niet-naleving door de gemeenten van de regels bedoeld in dit decreet."

**Art. 31.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3343-11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-11. De Regering maakt een algemeen verslag over de toepassing van dit hoofdstuk aan het einde van elke programmering op.

Dit verslag bevat de volgende elementen :

- 1° een lijst van de projecten per gemeente die overeenkomstig artikel L3343-6, § 2, goedgekeurd zijn;
- 2° het uitvoeringspercentage van de investeringsplannen;
- 3° een kwantitatieve evaluatie.

Het verslag wordt uiterlijk op 31 maart van het daarop volgende jaar aan het Parlement overgemaakt."

**Art. 32.** De aanvragen van subsidies die vóór de inwerkingtreding van dit decreet op grond van Titel IV van Boek III van dit Wetboek zijn ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen die op 31 december 2012 van toepassing waren.

De aanvragen van subsidies die op grond van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2012 betreffende de toekenning van subsidies bestemd voor onderhoudswerken van gemeentewegen voor de jaren 2010 tot 2012 genomen ter uitvoering van artikel 4 van het programmadecreet van 10 december 2009, blijven onderworpen aan de bepalingen van dat besluit.

De investeringen voortvloeiend uit het driejarenprogramma 2010-2012 waarvan de toekenningsbeslissing vóór 31 december 2012 genomen is en die niet in aanmerking zijn gekomen voor een gewestelijke subsidie, kunnen, in afwijking van artikel L 3343-4, § 2, 3°, in het gemeentelijk investeringsplan 2013-2016 opgenomen worden.

De gemeente die bij de goedkeuring van het driejarenprogramma 2010 een beperkte subsidie heeft gekregen, waarvan het percentage wegens een omvangrijk project kleiner is dan het percentage bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007, wordt ertoe gemachtigd om in afwijking van artikel L3343-4, § 2, 3°, en voor het deel dat niet gedekt is door de subsidie, dit project op te nemen in haar gemeentelijk investeringsplan 2013-2016.

**Art. 33.** In het kader van de toepassing van artikel L3343-2, § 3, ingevoegd bij artikel 22 van dit decreet, wordt het indexcijfer der consumptieprijzen van juli 2012 gebruikt voor de indexering van het meerjarige programma 2017-2018.

**Art. 34.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement, 914 (2013-2014) Nrs 1 tot 8.*

*Volledig verslag, plenaire zitting van 5 februari 2014.*

Bespreking.

Stemming.